

# Effets des investissements publics dans le sport sur la croissance économique au Burkina Faso

## Effects of public sports investments on economic growth in Burkina Faso

**Prosper KABORE<sup>1</sup>**

Enseignant chercheur

Joseph KI-ZERBO University / Kaya University Center, Department of Economic Sciences.

Kaya/Burkina Faso

ORCID : 0000-0003-0034-739X.

**Salifou KABORE**

Doctorant

Aube Nouvelle University, Department of Economic Sciences. Ouagadougou/Burkina Faso

**Gnanderman SIRPE**

Aube Nouvelle University, Department of Economic Sciences, Ouagadougou/Burkina Faso

**Date de soumission :** 11/01/2026

**Date d'acceptation :** 12/03/2026

**Pour citer cet article :**

KABORE. P. & al. (2026) « Effets des investissements publics dans le sport sur la croissance économique au Burkina Faso », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 468- 489.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



---

<sup>1</sup> Corresponding author

## Résumé

Cet article explore la relation entre les dépenses d'investissements publics dans le secteur sportif et la croissance économique au Burkina Faso. À l'aide du modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL), l'étude analyse les effets à court et à long terme de ces investissements. Les résultats principaux révèlent une corrélation positive entre le produit intérieur brut (PIB) par habitant et les dépenses d'investissement sportif. La relation suit une dynamique non linéaire, suggérant l'existence d'un seuil minimal d'investissement nécessaire pour déclencher un impact significatif sur la croissance économique.

Sur la base de ces conclusions, il est recommandé que l'État burkinabè alloue un budget conséquent à la construction d'infrastructures sportives de qualité, tout en promouvant leur utilisation. De plus, la mise en place d'un mécanisme de gestion efficace des ressources allouées est essentielle pour optimiser les retombées économiques.

Toutefois, cette étude présente certaines limites, notamment l'accès limité à des indicateurs comme le taux de chômage, les investissements directs étrangers, le taux de pauvreté et les exportations nettes, qui influencent également la croissance économique. Par ailleurs, les données disponibles ne permettent pas de différencier les dépenses publiques des investissements privés, ce qui pourrait nuancer l'analyse.

**Mots-clés** : Investissement public ; Secteur sportif ; Croissance économique ; ARDL, Burkina Faso.

## Abstract

This article explores the relationship between public investment expenditures in the sports sector and economic growth in Burkina Faso. Using the autoregressive distributed lag (ARDL) model, the study analyzes the short- and long-term effects of these investments. The main results reveal a positive correlation between gross domestic product (GDP) per capita and sports investment expenditures. The relationship follows a non-linear dynamic, suggesting the existence of a minimum investment threshold required to trigger a significant impact on economic growth.

Based on these findings, it is recommended that the Burkinabè government allocate a substantial budget to the construction of quality sports infrastructure, while promoting their use. In addition, the establishment of an effective resource management mechanism is essential to optimize economic returns.

However, this study presents certain limitations, notably the limited access to indicators such as the unemployment rate, foreign direct investment, poverty rate, and net exports, which also influence economic growth. Furthermore, the available data do not allow for differentiation between public expenditures and private investments, which could nuance the analysis.

**Keywords**: Public investment; Sport secteur; Economic growth; ARDL; Burkina Faso.

## Introduction

Les pays à faibles revenus doivent impérativement renforcer leur croissance économique pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie de leurs populations. Le débat sur les moyens de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie dans les pays en développement se concentre largement sur la nécessité d'augmenter les investissements publics (Agénor et al, 2006). Dans la majorité des pays en développement, les dépenses d'investissements publics ont augmenté de manière significative. En 2021, les investissements des pays africains ont atteint un niveau record de 83 milliards de dollars, soit plus du double du montant enregistré en 2020<sup>2</sup>. Cette évolution est attribuée à une demande accrue en infrastructures publiques.

Selon la logique keynésienne, les dépenses d'investissements ont un effet multiplicateur qui stimule la demande globale en influençant le niveau de revenu. En effet, les investissements publics peuvent temporairement augmenter le produit intérieur brut (PIB). Cependant, cette augmentation peut rapidement disparaître, laissant derrière elle des effets d'éviction tels qu'un déficit public élevé, une hausse des taux d'intérêt et une augmentation de l'inflation (Mills et Quinet 1992). L'émergence de la théorie de la croissance endogène à la fin des années 1980 et au début des années 1990 a redéfini le rôle du capital public.

Dans le domaine du sport, ce capital occupe une place de plus en plus importante dans les politiques de développement de nombreux pays à travers le monde. Selon Moreno-Dodson (2006), les infrastructures sportives contribuent, par des gains de productivité, à la réduction des coûts, à l'augmentation du taux de rendement du capital et à une amélioration notable des réalisations en matière de santé et d'éducation. Mazars et l'African Sports et Creative Institute (2020) soutiennent que l'investissement dans le secteur du sport génère des retombées économiques significatives, constituant un enjeu important pour le développement économique et social. En effet, lors de l'organisation de la Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud, l'Etat sud-africain a investi trois milliards USD dans le développement des infrastructures nécessaires, dont 1,29 milliard USD subventionné par la Fédération internationale de football (FIFA). Cet investissement a entraîné une relance économique de six milliards USD à long terme, démontrant ainsi l'impact et les opportunités qu'offre le sport.

---

<sup>2</sup> Rapport 2022 sur l'investissement dans le monde de la CNUCED publié le 9 juin

En plus de ces retombées économiques, les infrastructures sportives favorisent le développement social par le biais d'investissements et de création d'emplois. Le Conseil de l'Europe (2016) montre qu'investir dans le sport permet de transformer en profondeur les centres sportifs et les activités socio-éducatives, se révélant être une stratégie de développement efficace qui encourage l'inclusion et la cohésion sociale. Cependant, Rego (1998) montre que l'importance de la contribution des infrastructures sportives à la croissance économique et au développement est souvent limitée par leur stock et leur qualité. La Banque africaine de développement (BAD, 2024) soutient que de nombreux pays en Afrique sont confrontés à une insuffisance infrastructurelle, ce qui entrave leur potentiel de croissance.

Au Burkina Faso, bien que les préoccupations en matière de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire soient prioritaires, les autorités publiques manifestent un intérêt marqué pour le développement du secteur sportif. Les politiques sportives mises en place par l'Etat se concentrent principalement sur les référentiels publics de développement en matière de sport. A cet effet, les référentiels publics de développement de (2007-2013 et 2016-2020) ont permis d'accroître le nombre d'infrastructures sportives de qualité. Malgré ces efforts, l'offre en infrastructure sportive demeure toujours en deçà de la demande de la population. Le Burkina Faso dispose aujourd'hui de 16 499 infrastructures sportives réparties sur l'ensemble de son territoire, grâce à la mise en œuvre des référentiels stratégiques dans le secteur du sport. Les investissements publics dans ce domaine, qui s'élevaient à environ 0,06 milliard de francs CFA en 1990, ont atteint 3,5 milliards de francs CFA en 2020 (Kaboré, 2022). Bien que cette augmentation demeure modeste, elle reflète l'intérêt croissant des pouvoirs publics pour le développement du sport et la demande accrue d'infrastructures exprimée par la population.

Face aux contraintes financières persistantes et pour atteindre les objectifs de développement du sport, le gouvernement du Burkina Faso a adopté en 2007 le décret n°2007-571/PRES/PM/MSL/MEF, instituant les statuts particuliers du Fonds national pour la promotion du sport et des loisirs (FNPSL), placé sous la tutelle technique du ministère des Sports. Cette structure joue un rôle fondamental dans la construction d'infrastructures sportives et de loisirs.

Le secteur sportif bénéficie également de financements issus de coopérations bilatérales et multilatérales, tels que la construction du stade du 4 Août en 1984, financée par la République populaire de Chine, ou encore les infrastructures du Comité National Olympique et Sportif Burkinabè (CNOSB) en 2018, réalisées grâce au soutien du Japon. Malgré ces contributions,

le financement du sport au Burkina Faso reste insuffisant pour répondre aux besoins du secteur.

Enfin, la plupart des infrastructures sportives, notamment les stades et plateaux sportifs, ont été développées en régions, souvent en lien avec les festivités tournantes de la fête nationale d'indépendance.

La contribution des dépenses publiques dans divers secteurs à la croissance économique du Burkina Faso a été largement étudiée par plusieurs auteurs, notamment Sigué et Sirpé (2019), Maiga et Bitibale (2020), ainsi que Kaboré (2022). Cependant, le rôle spécifique des investissements dans le domaine des sports n'a pas encore fait l'objet d'analyses approfondies. Il apparaît donc essentiel d'examiner le potentiel productif des investissements sportifs et leur contribution à la dynamique de la croissance économique au Burkina Faso.

Cette recherche offre une contribution originale à la compréhension du rôle du sport dans le développement économique du Burkina Faso, en fournissant des fondements solides pour l'élaboration de politiques publiques et pour l'orientation de recherches futures. Elle met en évidence que les investissements publics dans le secteur sportif peuvent constituer un levier stratégique de croissance économique durable. Sur le plan scientifique, l'apport essentiel de cette recherche réside dans la démonstration empirique et contextualisée que ces investissements, lorsqu'ils atteignent un seuil critique et s'accompagnent d'une gestion efficiente des ressources, sont susceptibles de stimuler de manière significative la dynamique de croissance du pays.

Cet article vise à analyser l'impact des investissements publics dans le secteur sportif sur la croissance économique du Burkina Faso.

La suite de l'article est structurée en quatre sections. La première section présente le cadre théorique et empirique sur la relation entre les investissements publics dans le sport et la croissance économique. La deuxième section se concentre sur la méthodologie. La troisième section expose les estimations économétriques du modèle, suivie de l'analyse et la discussion des résultats et se termine par la conclusion.

## **1. Impact des dépenses d'investissement public sportif sur la croissance économique : Analyse théorique et empirique**

Cette section se consacre à l'analyse des investissements publics sportifs, en abordant successivement leurs canaux keynésiens et dynamiques de croissance, le rôle des institutions et du contexte dans leur efficacité, ainsi que les effets contrastés entre éviction de l'investissement privé et renforcement de la compétitivité.

### **1.1. Investissements publics sportifs : canaux keynésiens et dynamiques de croissance**

La littérature théorique, qu'elle porte sur les pays développés ou en développement, met fréquemment en évidence un impact positif des investissements publics dans le sport sur la croissance économique. Dans une perspective keynésienne, Tanzi et Zee (1997) identifient deux principaux canaux de transmission. Le premier est direct : l'investissement en infrastructures, y compris celles réalisées par des entreprises publiques, accroît le stock de capital de l'économie et stimule ainsi la croissance. Le second est indirect : les dépenses dans des secteurs connexes tels que l'éducation et la santé renforcent le capital humain, améliorent la productivité des entreprises privées et soutiennent la dynamique économique globale.

Kabaka (2016) renforce cette approche en soulignant que les dépenses d'investissement constituent un levier essentiel de la croissance, notamment via l'effet multiplicateur keynésien : une hausse de l'investissement entraîne une augmentation proportionnellement plus importante du revenu national. Dans la même logique, Mankiw et al. (1992) et Knight et al. (1992) montrent que l'accumulation de capital physique, y compris sportif, exerce un effet positif sur le revenu par habitant. Fournier (2016) complète cette perspective en insistant sur le rôle de l'investissement public dans l'accélération de la convergence économique entre pays, tout en rappelant que les rendements deviennent décroissants au-delà d'un certain seuil d'investissement.

### **1.2. Investissements sportifs et croissance : le poids des institutions et du contexte**

Au-delà de l'approche productiviste qui met l'accent sur la contribution directe des investissements publics à la croissance, la littérature insiste sur le rôle déterminant des institutions et du contexte. Mohamadou (2024) souligne que l'efficacité des investissements sportifs en Afrique subsaharienne dépend largement de la qualité institutionnelle : les pays disposant de structures solides et de mécanismes de gouvernance efficaces tirent davantage profit de ces apports. Dans cette logique, Ovechkin (2024) illustre l'importance du contexte à travers l'organisation de méga-événements sportifs, lesquels mobilisent d'importants investissements publics et privés susceptibles de stimuler la croissance via le tourisme, le commerce extérieur et l'attraction d'investissements étrangers. Cependant, les effets de ces événements ne sont pas toujours à la hauteur des attentes initiales. Swinnen et Vandemoortele (2008), analysant la Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud, rappellent que les retombées directes se révèlent souvent inférieures aux prévisions optimistes. Néanmoins, ils mettent en avant les bénéfices substantiels liés aux infrastructures générales laissées en héritage, qui peuvent renforcer durablement la compétitivité économique.

Dans le cas du Burkina Faso, plusieurs travaux confirment cette dynamique institutionnelle et contextuelle. Sigué et Sirpé (2019), Maiga et Bitibale (2020) ainsi que Kaboré (2022) montrent que les infrastructures publiques, qu'elles soient routières ou sportives, contribuent significativement à la croissance nationale en améliorant la compétitivité et en créant un environnement favorable aux activités économiques.

### **1.3. Dépenses sportives publiques : entre effet d'éviction et moteur de compétitivité**

La relation entre investissement public et croissance économique demeure un sujet de débat nourri dans la littérature. Plusieurs travaux mettent en évidence ses limites, soulignant que l'investissement public n'est pas systématiquement corrélé à une croissance positive et que sa volatilité peut même fragiliser l'économie (Afonso et Furceri, 2008 ; Barth et Bradley, 1987 ; Devarajan et al., 1996). Dans le cas du Nigeria, Ekpo (1994) observe un effet d'éviction, où l'investissement public sportif tend à réduire l'investissement privé, tandis que Baade (1994) conclut que les stades financés par des fonds publics n'améliorent pas l'économie locale et peuvent même avoir des effets préjudiciables. Des constats similaires apparaissent au Maroc, où Jawad et Hefnaoui (2018) relèvent un impact négatif des dépenses sportives, lié à leur faible productivité et à l'endettement public. En Côte d'Ivoire, Ayekoe (2010) confirme l'absence d'effet significatif, suggérant que ces dépenses reflètent davantage un processus de croissance qu'elles ne le stimulent directement.

Toutefois, certains auteurs introduisent une nuance temporelle importante. Elotmani et Bensbahou (2021) montrent qu'au Maroc, les dépenses sportives exercent un effet significatif de long terme sur le PIB réel, mais restent sans impact mesurable à court terme. Cette distinction souligne que les effets des investissements publics sportifs peuvent nécessiter un horizon prolongé pour se matérialiser.

À l'opposé, d'autres recherches mettent en avant des impacts positifs. Baade et Day (1990), à travers une étude portant sur neuf villes américaines, observent un effet favorable des infrastructures sportives sur l'activité économique. Ali et Pernia (2003) montrent qu'au Vietnam, les infrastructures, y compris sportives, contribuent à la réduction de la pauvreté, notamment en milieu rural. Dans le même sens, Abiad et al. (2016) confirment que l'expansion des infrastructures physiques constitue un moteur majeur de croissance, tandis que Fanmoe (2011) souligne que l'investissement public sportif peut stimuler l'investissement privé en créant un environnement favorable aux activités économiques, en réduisant les coûts de production et en assumant certains risques liés aux projets d'infrastructures.

Ces résultats suggèrent que l'impact des investissements publics dépend fortement du type d'infrastructure et de la durée d'observation.

Malgré cette tendance générale favorable, certaines recherches expriment des réserves. Kesene et Task (2000) révèlent que les dépenses publiques sportives sont souvent orientées vers la consommation, comme en Flandre où les ménages financent près de 70 % des dépenses sportives. Ce constat met en évidence le risque d'une allocation inefficace des ressources publiques, susceptible de limiter l'effet multiplicateur attendu.

En définitive, la littérature révèle une tension entre deux visions : l'une critique, insistant sur les effets d'éviction, la faible productivité et l'absence d'impact significatif à court terme ; l'autre favorable, mettant en avant les effets différés, la stimulation de l'investissement privé et la contribution des infrastructures sportives à la compétitivité et à la croissance. L'ensemble des travaux converge vers une conclusion nuancée : l'impact des dépenses publiques sportives apparaît contextuel et temporellement différencié, dépendant du type d'infrastructure, du mode de financement, de la structure économique nationale et de l'horizon d'analyse.

## **2. Cadre méthodologique**

Nous proposons d'examiner empiriquement la relation de causalité entre les investissements publics dans le sport et la croissance économique au Burkina Faso en adoptant une approche méthodologique structurée. Tout d'abord, une revue documentaire a été effectuée à partir de textes officiels (lois, décrets, archives, travaux académiques) afin de recueillir des séries temporelles couvrant la période 1990-2020 et d'identifier les contributions de chercheurs sur des sujets similaires. Ensuite, les données ont été traitées avec le logiciel STATA pour une analyse descriptive et économétrique. Cela a permis de suivre l'évolution des investissements publics sportifs et de leur relation avec la croissance économique, puis de tester nos hypothèses. Enfin, les résultats obtenus ont été confrontés aux recherches antérieures pour enrichir la discussion et valider les conclusions.

### **2.1. Choix du modèle**

Pour analyser l'impact des investissements publics dans le sport sur la croissance économique, la littérature économique propose divers outils d'analyse, notamment les tests de corrélation, le modèle de Ravallion, et les tests de cointégration. Cette étude privilégie l'approche de cointégration pour évaluer la relation causale entre les investissements publics sportifs et la croissance économique. Les méthodes couramment employées dans ce cadre incluent la méthode en deux étapes de Engle et Granger (1987), l'approche multivariée de Johansen

(1988) et Johansen et Juselius (1990), ainsi que le test de cointégration aux bornes de Pesaran et al. (2001).

La méthode de Engle et Granger repose sur un modèle à correction d'erreur (MCE) applicable à deux séries bivariées intégrées du même ordre. Cependant, cette méthode a des limitations dans les analyses multivariées, justifiant l'adoption d'une approche plus robuste proposée par Johansen (1988) et Johansen et Juselius (1990), qui permet d'intégrer plus de deux variables tout en exigeant également que les séries soient intégrées du même ordre.

Dans de nombreux cas, il n'est pas toujours possible de trouver des séries d'intégration identique, d'où l'utilité de l'approche de Pesaran et al. (2001). Cette approche repose sur le modèle ARDL (autoregressive distributed lag) et permet de surmonter les contraintes des méthodes de cointégration traditionnelles en intégrant les variables explicatives, la variable dépendante décalée et les valeurs passées des variables indépendantes.

La méthode de Pesaran est particulièrement adaptée aux échantillons de petite taille, quel que soit le degré d'intégration des variables et offre la possibilité de traiter conjointement les dynamiques de long terme et les ajustements de court terme (Ouattara, 2018). Kuma (2018) ajoute que ce modèle prend en compte les effets temporels, tels que les délais d'ajustement et les anticipations, dans l'explication des séries chronologiques. Cette capacité d'intégrer les effets temporels améliore l'efficacité et la précision des prévisions de politique économique, restituant plus fidèlement les variations de la variable étudiée. En conséquence, le test de cointégration aux bornes sera utilisé dans cette étude pour examiner l'impact des investissements publics dans le sport sur la croissance économique.

## 2.2. Présentation du modèle ARDL

Les modèles autorégressifs à retards échelonnés (ARDL) sont des modèles dynamiques qui intègrent la dynamique temporelle dans l'explication d'une variable, ce qui améliore les prévisions et l'efficacité des politiques. Ces modèles combinent les caractéristiques du modèle autorégressif (AR) et du modèle à retard échelonné (DL). Dans ce modèle, les variables explicatives ( $X_t$ ) incluent la variable dépendante décalée ( $Y_{t-p}$ ) ainsi que les valeurs passées de la variable indépendante ( $X_{t-q}$ ). La forme générale du modèle est la suivante :

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-p}, X_{t-q}) \quad (1)$$

$$Y_t = \lambda + \varphi_1 Y_{t-1} + \dots + \varphi_p Y_{t-p} + \alpha_0 X_t + \dots + \alpha_q X_{t-q} + \mu_t \quad (2)$$

Où

$$Y_t = \lambda + \sum_{i=1}^p \varphi_i Y_{t-i} + \sum_{j=1}^q \alpha_j X_{t-j} + \mu_t \quad (3)$$

$\mu_t \approx \text{iid}(0, \delta)$ , le terme d'erreur,  $\alpha_0$  traduit l'effet de court terme de  $X_t$  sur  $Y_t$ .

Lorsqu'on suppose une relation de long terme d'équilibre, le modèle peut s'écrire de la manière suivante :  $Y_t = k + \phi x_t + \mu_t$ , que l'on peut calculer l'effet à long terme de  $X_t$  sur  $Y_t$ .

Avec  $k$  : la constante de la relation de long terme

et (soit  $\phi$ ) comme suit :  $\Phi = \sum b_j / 1 - \sum a_i$ .

Comme pour tout modèle dynamique, les critères d'information (AIC, SIC et HQ) seront utilisés pour déterminer le décalage optimal ( $p^*$  ou  $q^*$ ). Un décalage optimal est celui pour lequel le modèle estimé offre la valeur minimale d'un de ces critères. Ces critères incluent le Critère Information d'Akaike (AIC), le critère d'Information de Schwarz (SIC) et le critère de Hannan et Quinn (HQ). Leurs valeurs sont calculées comme suit :

$$AIC(p) = \log |\hat{\Sigma}| + \frac{2}{T} n^2 p$$

$$SIC(p) = \log |\hat{\Sigma}| + \frac{\log T}{T} n^2 p$$

$$HQ(p) = \log |\hat{\Sigma}| + \frac{2 \log T}{T} n^2 p$$

$\hat{\Sigma}$  : représente la matrice des variances-covariances des résidus estimés ;

$T$  : le nombre d'observations ;

$p$  : le décalage ou lag du modèle estimé ;

$n$  : le nombre de régresseurs.

Il convient de souligner que, faisant partie de la famille des modèles dynamiques, le modèle ARDL permet d'estimer les dynamiques de court terme ainsi que les effets de long terme pour des séries cointégrées ou même intégrées à des ordres différents. Cela sera illustré avec l'approche du test aux bornes de Pesaran et al. (1996), Pesaran et Shin (1999) et Pesaran et al. (2001).

### 2.3. Sources de données

L'accès à des données quantitatives fiables constitue un véritable casse-tête pour les chercheurs des pays en développement en général, et pour ceux du Burkina Faso en particulier. Dans le cadre de notre étude, les données relatives aux dépenses publiques d'investissement proviennent du Ministère des Sports, de la jeunesse et de l'Emploi. Les données relatives au PIB réel (PIBR), à l'indice de développement humain (IDH) et celles relatives à la population active (POPACT), proviennent de la banque de données « Perspective Monde » de l'Université de Sherbrooke, Canada, qui s'appuie sur les tableaux statistiques de la Banque Mondiale.

## 2.4. Présentation des variables et signe attendus

Dans notre modèle, la variable endogène est le PIB (Y). Les variables exogènes regroupées dans le vecteur X comprennent : le budget alloué au secteur du sport, les dépenses publiques d'investissements sportifs, la population active et l'indice de développement humain (IDH). Les variables de contrôle, à savoir la population active et l'IDH, ont été intégrées afin de garantir que l'effet estimé des dépenses sportives sur le PIB ne soit pas biaisé par des facteurs structurels. En effet, la population active reflète la capacité productive d'un pays, tandis que l'IDH traduit le niveau global de développement en termes de santé, d'éducation et de conditions de vie. Leur inclusion permet donc d'isoler l'impact spécifique des investissements sportifs sur la croissance économique, en neutralisant l'influence de ces déterminants fondamentaux.

**Tableau 1: Définitions et signes attendus**

Variables	Définitions	Signes attendus
Y	Produit intérieur brut en volume. Il est sensé agir positivement sur la croissance du revenu par tête avec un décalage d'un an	+
Bsport	Représente le Budget du secteur du sport	+/-
DPISport	Représente les dépenses publiques d'investissements sportifs dans le budget du secteur du sport. Ces sont traduites en stock de capital	+
PopAct	Population active donne la valeur de la force de travail totale au Burkina Faso	+/-
IDH	Indice de développement humain est l'indicateur précis qui permet de classer les pays par degré de développement	+

Source : Par les auteurs

## 3. Analyse des résultats et discussions

Cette section traite de la présentation des résultats et de leur confrontation avec les recherches antérieures sur des sujets similaires.

### 3.1. Analyse descriptive

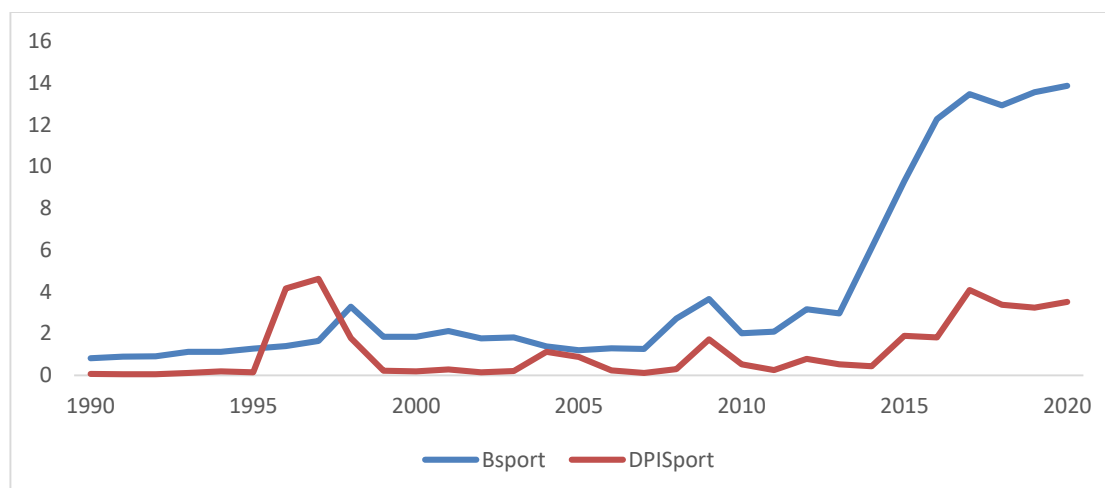
L'analyse descriptive se concentre aux investissements dans les infrastructures publiques sportives, suivie d'une comparaison de l'évolution de ces deux budgets.

#### ➤ Budget d'investissement public sportif

Depuis les années 1990, le financement du sport au Burkina Faso repose principalement sur l'appui de l'État, à travers les ressources budgétaires allouées au Ministère des Sports. Si une part importante de ces fonds est destinée au fonctionnement des structures sportives, les dépenses d'investissement représentent en moyenne 36,15 % du budget global, traduisant une allocation relativement limitée aux infrastructures sportives.

L'évolution de ces dépenses (graphique 4) révèle une trajectoire marquée par trois grandes étapes. La première, entre 1995 et 1998, correspond à une phase de forte croissance, portée par l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de 1998, qui a nécessité la construction de stades et de terrains d'entraînement. La seconde, de 2000 à 2014, se caractérise par une relative stabilité, reflétant une politique budgétaire plus prudente. Enfin, la troisième, amorcée en 2014, traduit une reprise significative des investissements, notamment à travers la construction de stades régionaux dans le cadre des célébrations tournantes du 11 Décembre. Ainsi, bien que les dépenses d'investissement demeurent modestes en proportion, leur évolution témoigne d'une volonté progressive des autorités burkinabè de renforcer les infrastructures sportives, en réponse aux exigences d'événements majeurs et aux ambitions de développement territorial.

**Graphique 1: l'évolution du budget d'investissement du ministère en charge des sports**



Source : Construit par les auteurs

### 3.1.1. Présentation des résultats

Cette section procède d'abord à un test de stationnarité des séries, puis à un test de cointégration aux bornes, avant d'analyser l'effet des investissements publics sportifs sur la croissance économique.

### 3.1.2. Tests de racine unitaire

Avant de commencer la modélisation économétrique, il est essentiel de souligner que l'analyse de la stationnarité des séries de données est une condition préalable à toute étude économétrique, en particulier pour les données macroéconomiques ou financières. Cette analyse est fortement recommandée pour éviter les problèmes de régressions fallacieuses pouvant survenir si les variables ne sont pas stationnaires. Pour cela, nous utilisons des tests

de racine unitaire, parmi lesquels le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) est le plus couramment utilisé.

Ce test a été largement documenté dans la littérature empirique et ne sera pas présenté en détail ici. Il est important de noter que le test ADF se concentre uniquement sur la présence d'autocorrélations dans les séries, avec pour hypothèse nulle l'existence d'une racine unitaire.

### 3.1.3. Test de corrélation des variables

Pour éviter d'éventuelles multicolinéarités entre la variable dépendante et les variables indépendantes, nous présentons la matrice de corrélation entre les différentes variables. Il est essentiel de prendre en compte et de détecter ces corrélations, car leur non-traitement peut conduire à des résultats fallacieux et difficiles à interpréter. Les résultats présentés dans le tableau 2 indiquent que les corrélations entre les variables sont globalement acceptables, à condition que les coefficients d'association ne dépassent pas 0,8 (Kennedy, 1985).

**Tableau 2 : Résultat du test corrélations entre les variables**

<b>Pwcorr</b>	<b>logBsport</b>	<b>logDPISport</b>	<b>logIDH</b>	<b>DPISport<sup>2</sup></b>
<b>logBsport</b>	1.0000			
<b>logDPISport</b>	0.6919	1.0000		
<b>logIDH</b>	0.3990	0.7609	1.0000	
<b>DPISport<sup>2</sup></b>	0.7936	0.4745	0.2086	1.0000

Source : Par les auteurs à partir des données de l'étude

### 3.1.4. Tests de stationnarité

La notion de stationnarité est essentielle en économie des séries temporelles, car l'estimation de séries non stationnaires peut conduire à des résultats fallacieux. Pour éviter ce problème, il est nécessaire de réaliser des tests tels que le Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et le test de Perron. Par exemple, deux séries qui évoluent dans le même sens peuvent afficher une forte corrélation, alors que cette relation pourrait simplement être due à une tendance commune. Une série est considérée comme stationnaire si ses propriétés statistiques (comme l'espérance et la variance) restent constantes dans le temps. Le test de stationnarité, ou d'absence de racine unitaire, repose sur les critères selon lesquels la valeur de la p-value est inférieure aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %, ou lorsque la valeur du t-statistique est inférieure aux valeurs critiques à ces mêmes niveaux. Dans le cadre de cette étude, nous utiliserons le test Dickey-Fuller Augmenté.

**Tableau 3: Résultats d'estimation du test de stationnarité**

Variables	ADF(p-value)		PPERRON(p-value)		Décision
	Niveau	Différence	Niveau	Différence	
<b>logPIB réel</b>	0,0232	0,0000	0,0287	0,0000	I (0)
<b>logBSport</b>	0,7754	0,0000	0,7448	0,0000	I (1)
<b>logDPISport</b>	0,2004	0,0002	0,2240	0,0002	I (1)
<b>DPISport<sup>2</sup></b>	0,2473	0,0001	0,2550	0,0001	I (1)
<b>logIDH</b>	0,5866	0,0065	0,4614	0,0082	I (1)

Source : Par les auteurs à partir des données de l'étude

Si p value est inférieur à 0,05 alors la série stationnaire à niveau. Sinon elle est non stationnaire et on effectue une différenciation.

### 3.1.5. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

Pesaran et al. (2001) ont développé un modèle de cointégration permettant d'analyser des séries intégrées à des ordres différents, c'est-à-dire des séries intégrées d'ordres inférieurs ou égaux à 1. Avant d'appliquer ce test de cointégration, il est essentiel de déterminer le décalage optimal du modèle ARDL.

### 3.1.6. Décalage optimal et estimation du modèle

Le choix du modèle ARDL dépend de la détermination du décalage optimal, qui est établi selon le critère d'information d'Akaike (AIC). Ce critère permet de sélectionner le modèle ARDL le plus approprié. Une fois le modèle identifié, cela conduit à des statistiques significatives avec un nombre réduit de paramètres. Après estimation du modèle ARDL (voir annexe 3), il apparaît que le modèle ARDL (4,4,4,4,4) est le plus optimal.

### 3.1.7. Test de cointégration aux bornes

Étant donné que le modèle optimal est ARDL (4,4,4,4,4), nous pouvons appliquer l'estimation du test. Rappelons que ce test repose sur l'hypothèse selon laquelle une relation de cointégration existe si la valeur F-statistique de Fisher dépasse la borne supérieure.

La valeur de la F-statistique (1356,827) est supérieure aux valeurs des bornes supérieures (5,06 ; 4,01 ; 3,52) aux seuils respectifs de 1 %, 5 % et 10 %. Ces résultats du test de cointégration aux bornes indiquent donc l'existence d'une relation de cointégration, ce qui nous permet d'estimer à la fois les relations de court terme et de long terme.

**Tableau 4: Résultats du test de cointégration aux bornes**

Variables	logPIBreel, logBSport, logDPISport, logIDH, DPISport <sup>2</sup>	
F-stat calculée	1356,827	
Seuil critique	Borne inférieur	Borne supérieur
1%	3,74	5,06 ;
5%	2,86	4,01
10%	2,45	3,52

Source : Par les auteurs à partir des données de l'étude

### 3.1.8. Validité et stabilité du modèle

Cette partie de notre va permet de justifier la validité et la stabilité de notre modele.

#### ➤ Validité du modèle

Les résultats du tableau 7 indiquent que le modèle est globalement significatif. Avec un R<sup>2</sup> de 0,9999, cela signifie que 99,99% des variations des variables explicatives expliquent la variable dépendante. Le coefficient de la variable retardée du PIB réel (0,5150) est significatif à 5 %, représentant la vitesse de réajustement du modèle après un déséquilibre. Cette valeur implique que 51,50% du déséquilibre de la période précédente est corrigé dans la période suivante.

#### ➤ Robustesse du modèle

Dans cette section, nous procéderons à des tests de robustesse pour évaluer la validité du modèle d'étude. Cela inclut l'analyse de la normalité (à l'aide du test de Jarque-Bera), l'hétéroscédasticité (par le test de White) et l'autocorrélation des erreurs (via le test de Breusch-Godfrey).

#### ➤ Test de Jarque-Bera et le test Breusch-Godfrey

**Critère de décision :** si la valeur de probabilité est supérieure au seuil de 5%, cela implique le non rejet de l'hypothèse nulle.

**Tableau 5 : Résultats de test de Jarque-Bera et le test Breusch-Godfrey**

Hypothèses	Tests	Valeurs de la probabilité	Décision
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	P= 0,0053	Présence d'autocorrélation des erreurs
Hétéroscédasticité	White	P= 0,4093	Homoscédasticité des erreurs
Normalité des erreurs	Jarque-Bera	P= 0,8853	Les erreurs suivent une loi normale

Source : Par les auteurs à partir des données de l'étude

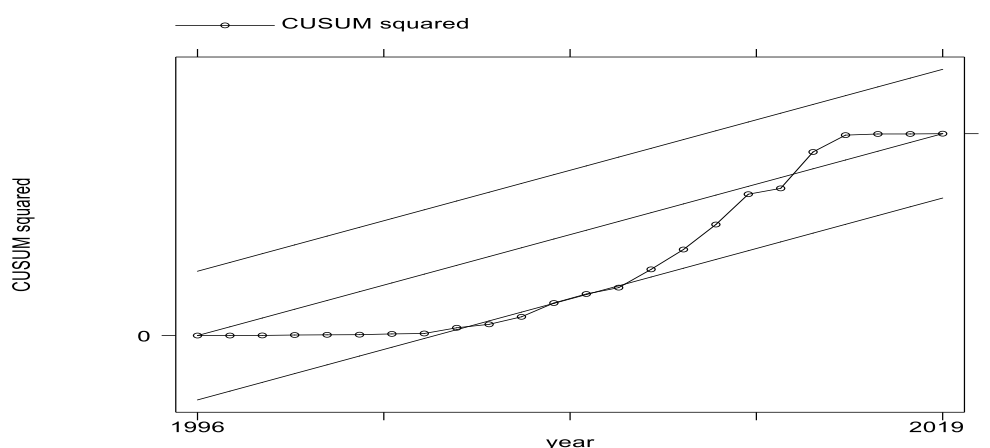
Nous observons que les erreurs présentent de l'hétéroscédasticité selon le test de Breusch-Godfrey (P = 0,0053 < 0,05), indiquant ainsi la présence d'hétéroscédasticité des erreurs dans le modèle. Pour corriger ce problème, nous avons appliqué le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan (voir annexe 5).

### ➤ La stabilité du modèle

Les coefficients d'un modèle économétrique sont considérés comme stables si leurs valeurs ne fluctuent pas de manière significative lorsque le modèle est estimé sur différents échantillons, notamment durant des périodes marquées par des chocs exogènes. Dans le cadre de notre étude, nous tenons compte des trente années d'investissement durant lesquelles des chocs exogènes pourraient avoir eu un impact sur nos variables. Il est donc essentiel de tester la stabilité de notre modèle.

Concernant la stabilité, le graphique suivant indique que le modèle est globalement stable, car la courbe CUSUM se situe à l'intérieur des deux bornes, ce qui signifie qu'elle se trouve dans l'intervalle de confiance.

**Graphique 2 : Résultat de la stabilité du moderne**



Source : Par les auteurs à partir des données de l'étude

#### 3.1.9. Test de relation de court et de long terme

A court terme, le budget du secteur du sport, les dépenses d'investissement publiques sportives, le budget du secteur du sport sont statistiquement significatives et positives. Le carré des dépenses d'investissements sportifs, l'indice de développement humain agissent négativement sur la croissance économique au Burkina Faso

A long terme, les coefficients des variables explicatives « budget du secteur du sport, Le carré des dépenses d'investissements sportifs, l'indice de développement humain » sont positives et statistiquement significatives au seuil de 5%. Ils agissent positivement sur la croissance économique. Cependant, la variable comme dépenses d'investissements sportifs agit négativement sur la croissance au Burkina Faso.

Le tableau suivant montre les résultats du test de relation de court et de long terme des dépenses d'investissements publics sportifs sur la croissance économique

**Tableau 6: Résultats du test de relation de court et de long terme**

Variables	Relation de court terme	Variables	Relation de long terme
D.logBSport	0,297** (0,00512)	LogBSport	0,3837** (0,0105)
D.logDPISport	0,0772** (0,00516)	logDPISport	-0,319** (0,0216)
D2.DPISport <sup>2</sup>	-1,51e-14* (1,51e-15)	DPISport <sup>2</sup>	2,91e-14* (3,81e-15)
LogIDH	-2,442** (0,0448)	LogIDH	8,620** (0 ;214)
Force de rappel	-0,51503		
R-squared	0,9999		
*** p<0,01;	** p<0,05;	* p<0,1	

Source : Par les auteurs à partir des données de l'étude

#### 4. Discussions

À court terme, les résultats indiquent que le budget du sport et les investissements publics sportifs exercent un impact positif sur la croissance économique au Burkina Faso. Ces résultats rejoignent ceux de Kaboré (2022) et de Janvier-Fanmoe (2011), qui montrent que les investissements publics dans le sport peuvent stimuler l'investissement privé et favoriser la croissance économique. Cette dynamique positive s'explique par plusieurs mécanismes : le budget contribue au développement des infrastructures sportives, génère des emplois dans les secteurs de la construction et de la gestion, et renforce la visibilité du sport burkinabè à l'international, ouvrant des opportunités pour la jeunesse dans les compétitions mondiales. Par ailleurs, les dépenses d'investissement créent des revenus pour les travailleurs et les entreprises impliquées dans la construction et l'exploitation des infrastructures sportives.

Cependant, l'analyse révèle que le carré des dépenses d'investissement et l'indice de développement humain (IDH) présentent un impact négatif sur la croissance économique. Ce résultat, bien que surprenant, rejoint celui de Baade (1994), selon lesquelles certaines infrastructures sportives aux États-Unis n'ont pas contribué au développement économique et ont parfois eu des effets contre-productifs. De même, Ekpo (1994) souligne l'existence d'un effet d'éviction de l'investissement privé lié aux dépenses publiques dans les infrastructures sportives, notamment lorsque celles-ci sont sous-utilisées ou se détériorent rapidement. Toutefois, ces effets négatifs doivent être relativisés. Ils peuvent traduire des rendements décroissants ou des effets de seuil, où les investissements supplémentaires n'apportent plus de gains proportionnels à la croissance. Ils peuvent également refléter des contraintes institutionnelles et structurelles (qualité de la gouvernance, capacité de gestion des

infrastructures, niveau initial de développement) qui limitent l'efficacité des dépenses. Cela conforte les résultats de Mohamadou (2024), qui soutiennent que l'effet de l'investissement public sur la croissance varie selon la qualité des institutions. Les pays dotés de meilleures structures institutionnelles bénéficiant davantage de ces apports.

À long terme, les coefficients des variables explicatives « budget du sport », « carré des dépenses d'investissements sportifs » et « IDH » sont statistiquement significatifs. Ces trois variables exercent un effet positif sur la croissance économique. Ces résultats confortent ceux d'Andreff et al. (1994), selon lesquels le financement des infrastructures sportives contribue à soutenir le dynamisme économique. Cet impact positif du budget du sport s'explique par le rôle des infrastructures sportives dans la création d'emplois et la stimulation de la productivité des jeunes talents sportifs. L'IDH, quant à lui, a un impact positif à long terme, reflétant l'importance des améliorations en matière de santé et d'éducation pour accroître la productivité nationale. Une population en bonne santé et mieux éduquée contribue davantage à la production, est plus apte à adopter de nouvelles technologies et renforce ainsi la croissance économique.

Le carré des dépenses d'investissement sportif montre également un effet positif, principalement en raison de l'utilisation plus rationnelle des infrastructures pour les compétitions nationales et locales, ainsi que de l'engouement des populations pour le sport. Ces résultats corroborent les conclusions d'Ali et Pernia (2003), qui affirment que les infrastructures sportives jouent un rôle dans la lutte contre la pauvreté, notamment en milieu rural.

Plusieurs études (Baade & Dye, 1990 ; Barth & Bradley, 1987 ; Ekpo, 1994 ; Devarajan, Swaroop & Zou, 1996) confirment l'existence d'un impact significatif des investissements publics dans le sport sur la croissance économique. Cependant, le consensus reste limité dans la littérature académique. Certaines recherches, comme celles de Baade (1994), montrent que les fonds publics investis dans la construction de stades n'engendrent pas nécessairement de bénéfices financiers, notamment si les infrastructures sont sous-utilisées après des événements ponctuels, comme le 11 décembre au Burkina Faso. Cela souligne que l'investissement public sportif, bien qu'ayant un potentiel de croissance, doit être soutenu par une planification et une utilisation à long terme pour bénéficier pleinement à l'économie.

## Conclusion

L'objectif de cet article est d'examiner la relation entre les dépenses d'investissements publics sportifs et la croissance économique. Une approche à la fois théorique et empirique, en passant en revue la littérature existante sur ce sujet. Ainsi, le modèle ARDL a permis de modéliser les ajustements conduisant à un équilibre à long terme.

Les principaux résultats montrent que le produit intérieur brut par habitant dépend positivement des dépenses d'investissement dans le secteur sportif. La relation entre les investissements sportifs et la croissance économique semble suivre une dynamique non linéaire. Cela s'explique par les effets de seuil, les rendements croissants puis décroissants, et la nécessité d'une masse critique d'investissement pour que les infrastructures sportives produisent des externalités positives sur la croissance économique.

Bien que le modèle utilisé dans cette étude ne couvre pas toutes les variables macroéconomiques, il offre un éclairage pertinent sur les effets des investissements publics sportifs sur la croissance. La construction d'infrastructures sportives, essentielles pour organiser des événements, peut avoir des répercussions directes importantes sur les économies locales et représente d'excellentes opportunités de marketing et d'investissements.

Ces résultats appellent à une politique publique proactive, sélective et transparente, qui considère le sport non seulement comme un secteur de loisirs, mais comme un levier stratégique de croissance et de développement territorial. Ainsi, l'État burkinabè doit éviter une dispersion des ressources et concentrer ses efforts sur des projets structurants (stades régionaux, centres de formation, infrastructures polyvalentes).

Les limites de cette étude résident dans la disponibilité limitée de certains indicateurs initialement envisagés, tels que le taux de chômage, les investissements directs étrangers, le taux de pauvreté et les exportations nettes, qui influencent également la croissance. De plus, les données ne sont pas désagrégées concernant les dépenses publiques et privées.

Pour mieux comprendre la contribution du sport au développement économique et social, il est essentiel de déterminer le seuil minimal d'investissement nécessaire, d'évaluer les canaux par lesquels il impacte la croissance économique. Une autre étude pourrait s'intéresser à l'impact des investissements du secteur privé dans le sport eu égard de leur rôle dans la mise en œuvre de la politique du sport.

## Bibliographies

- Abiad, A., Aizenman, J., & Kholi, S. (2016). *The economic impact of infrastructure investments: A literature review and evidence from developing countries*. World Bank Policy Research Working Paper Series, 7545.
- Afonso, A., & Furceri, D. (2008). Government size, composition, volatility, and economic growth. *European Journal of Political Economy*, 24(3), 517-532.
- Agénor, P.-R., Izquierdo, A., & Fofack, H. (2006). *Public Investment and Growth in Developing Countries*. Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing.
- Ali, R., & Pernia, E. (2003). *Economic infrastructure and poverty reduction: The case of Vietnam*. *Asian Development Review*, 20(2), 25-47.
- Andreff, W., Staudohar, P., & Szymanski, S. (1994). *Handbook on the Economics of Sport*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
- Ayekoe, S. A. (2010). Impact des dépenses publiques sportives sur la croissance économique en Côte d'Ivoire de 1990 à 2010. 10(31), 224–246.
- Arslanalp, S., Bornhorst, F., Gupta, S., & Sze, E. (2010). Public capital and growth. International Monetary Fund, Working Paper.
- Baade, R. A. (1994). Stadiums, professional sports, and economic development: Assessing the reality. *Heartland Policy Study*.
- Baade, R. A., & Dye, R. F. (1990). The impact of stadiums and professional sports on metropolitan area development. *Growth and Change*, 21(2), 1-14.
- Baade, R. A., & Sanderson, A. R. (1997). The employment effect of teams and sports facilities. In Noll, R. G. & Zimbalist, A. (Eds.), *Sports, Jobs, and Taxes: The Economic Impact of Sports Teams and Stadiums*. Brookings Institution Press.
- Barth, J. R., & Bradley, M. D. (1987). The impact of government spending on economic growth. *Journal of Macroeconomics*, 9(4), 619-640.
- Barro, R. J. (1991). *Economic growth in a cross section of countries*. *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407-443.
- Conseil de l'Europe. (2016). *Sport pour tous : Stratégies de Développement et d'Inclusion Sociale*. Strasbourg, France: Conseil de l'Europe.
- Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H. F. (1996). The composition of public expenditure and economic growth. *Journal of Monetary Economics*, 37(2), 313-344.
- Elotmani, B., & Bensbahou, A. (2021). Impact des dépenses publiques sportives sur la croissance économique au Maroc de 1990 à 2017 : une analyse économétrique. *Revue AME*,

3(3), 581–602.

Ekpo, A. H. (1994). *Public investment in Nigeria: The issue of crowding out*. African Development Review, 6(2), 199-210.

Fanmoe, A. (2011). *Public investment in sport and its influence on private investment in developing economies*. International Journal of Sports Economics, 10(1), 31-45.

Fournier, J.-M. (2016). The positive effect of public investment on economic growth: An OECD analysis. *OECD Economics Department Working Papers, No. 1289*.

HILMI Y. (2024). Le contrôle de gestion au niveau des clubs sportives : Approche théorique.

PODIUM OF SPORT SCIENCES

Kabaka, J. (2016). *The role of public investment in the economic growth of developing countries: A case study of the African context*. African Economic Policy, 4(3), 12-24.

Kaboré, P. (2022). Impact des dépenses publiques sportives sur la croissance économique du Burkina Faso. Thèse de doctorat. Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest. UUZ/Sénégal

Kesene, G., & Task, T. (2000). *Sports expenditure and its effect on economic development: The case of Flanders*. Journal of Sports Management, 7(3), 112-128.

Knight, M., Loayza, N., & Villanueva, D. (1992). Testing the neoclassical theory of economic growth: A panel data approach. *IMF Staff Papers*, 39(3), 512-541.

Maiga, A., & Bitibale, C. (2020). Les effets des infrastructures routières sur la croissance économique : Analyse du Burkina Faso. *Cahiers de l'économie et de la finance*, 5(2), 109-128.

Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). *A contribution to the empirics of economic growth*. Quarterly Journal of Economics, 107(2), 407-437.

Mazars, & African Sports and Creative Institute. (2020). *Le Sport comme Facteur de Développement Économique en Afrique*. African Sports et Creative Institute Publications.

Mills, F., & Quinet, E. (1992). *L'impact des Dépenses Publiques sur la Croissance Économique : Une Perspective Keynésienne*. Paris: Presses Universitaires de France

Mohamadou, M. (2024). Effet de l'investissement public sur la croissance économique en Afrique Sub-saharienne : Rôle des institutions. *Lettres, Sciences, Sociale et Humaine*, 40(2), juillet–décembre.

Moreno-Dodson, B. (2006). Public infrastructure and productivity growth in developing countries: A critical review of the empirical evidence. *World Bank Publications*.

Ovechkin, V. (2024, avril 28). The economic impact of major sporting events (Bachelor's thesis, Metropolia University of Applied Sciences, International Business & Logistics).

Rego, L. (1998). Infrastructures sportives et croissance économique dans les pays en développement. *Journal of Development Economics*, 14(3), 217-231.

Sigué, H., & Sirpé, S. (2019). L'impact des dépenses publiques en infrastructures routières sur la compétitivité structurelle au Burkina Faso. *Revue Burkinabè d'Économie et de Gestion*, 8(1), 67-89.

Swinnen, J., & Vandemoortele, T. (2008, février). Sports and development: An economic perspective on the impact of the 2010 World Cup in South Africa (Version 2). LICOS Centre for Institutions and Economic Performance, Katholieke Universiteit Leuven.

Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179–209.

Veganzones, M.-A. (2000). Public investment, productivity, and economic growth in developing countries. *Journal of Development Economics*, 62(2), 315–336.